

## Les priorités de l'Iran

Dr David Bensoussan

*L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec*

L'Iran est un pays de 78 millions d'âmes et la moyenne d'âge de sa population est de 30 ans. Ce pays a un système éducatif de qualité appréciable et possède 9 % des réserves mondiales de pétrole. Toutefois, de tels atouts ne sont pas mis à profit pour l'épanouissement du pays comme ils pourraient l'être, car le tout puissant gouvernement iranien a des priorités autres, notamment en dehors de ses frontières. Il contrôle la société de façon autocratique et s'entête à développer un programme nucléaire des plus ambitieux, programme qui inquiète les états de la région et la communauté internationale. Avec un art consommé de l'ambiguïté, l'Iran joue au chat et à la souris depuis des années avec les instances internationales qui veulent s'assurer que le programme nucléaire iranien se limite à des applications civiles<sup>1</sup>.

Au niveau des libertés, le gouvernement iranien a fermé des centaines de journaux libéraux et tente de bloquer les accès Internet et les réseaux sociaux. La loi islamique n'accorde pas aux femmes les mêmes droits qu'aux hommes en matière d'héritage ou même de témoignage en cour. Les minorités religieuses vivent difficilement la rhétorique chiite, la minorité bahaïe est persécutée et les accusations de prosélytisme chrétien peuvent être la cause d'emprisonnement. L'importante minorité azérie ne peut développer sa culture en propre, tout comme les minorités kurdes ou arabes. L'indice de liberté de presse compilé par Reporters sans frontières place l'Iran au 174<sup>e</sup> rang (sur 179). L'importance de la fuite des cerveaux - plus de 150 000 diplômés - est à l'image de l'insatisfaction prévalant dans ce pays.

Pour ce qui est de l'économie, le gouvernement retire 70 % de ses revenus de l'exportation du pétrole. Toutefois, les exportations de pétrole ont diminué de moitié en 2012 suite à l'embargo imposé par la communauté internationale en raison du refus de l'Iran de permettre la vérification de la conformité du programme nucléaire iranien<sup>2</sup>. L'Iran est actuellement exclu du système bancaire international. Sa monnaie a dévalué de près de 200 % et l'économie souffre d'hyperinflation. Entre 2007 et 2013, les prix du bœuf, du lait, du pain et du riz

---

<sup>1</sup> Le 22 février 2012, le guide suprême Khamenei déclara que les armements nucléaires constituent un grand péché. Le 17 février 2013, il déclara que l'Iran ne cherchait pas à développer un armement nucléaire, mais que la communauté internationale ne pourrait l'empêcher de le faire s'il le décidait.

<sup>2</sup> Le mois de juillet 2012 a vu une décroissance importante des ventes de pétrole suite à l'embargo de l'Union européenne. L'Iran arrive à contourner l'embargo en procédant à des achats massifs d'or de la Turquie par des voies indirectes.

ont été multipliés par des facteurs respectifs de plus de 5, 4, 1,5 et 3. En termes réels, les salaires ont baissé de 100 %. Quant au chômage, il n'a pas évolué et touche 10 % des hommes et 20 % des femmes, mais cette proportion double chez les jeunes de 15 à 29 ans. En 2012, les sanctions ont coûté 50 G\$ à l'Iran sans que cela ne déterre en rien le pouvoir qui met ses priorités ailleurs.

L'Iran a brandi la menace de blocage du détroit d'Ormuz par lequel transitent les tankers des états du Golfe. L'Iran chiite est honni par les états sunnites de la région, dont l'Arabie saoudite, états dans lesquels les minorités chiïtes ont, pour la plupart, un statut second. Les attaques répétées par les dirigeants iraniens contre Israël visent à faire mieux accepter l'ingérence iranienne dans les états de la région. L'Iran y attise l'instabilité et investit plusieurs G\$ pour armer la Syrie et le Hezbollah libanais afin d'y faire prévaloir son ascendance. Il a également son mot à dire sur la gouvernance de l'Irak actuellement contrôlée par les chiïtes. Ce croissant d'influence chiïte formé par l'Iran, l'Irak, la Syrie et le Liban tente d'affaiblir les états sunnites de la région, parmi lesquels les pays producteurs de pétrole pro-occidentaux. C'est en partie les raisons pour lesquelles la Russie et la Chine soutiennent des régimes aussi répréhensibles que celui de la Syrie. Par ailleurs, l'Iran entretient des relations ambiguës avec la Turquie<sup>3</sup>.

La Turquie islamiste gouvernée par l'APK a défendu le programme nucléaire iranien qui, selon le premier ministre Erdogan, aurait visé des buts pacifiques et humanitaires. Toutefois, la « médiation » turque visant à entreposer une partie de l'uranium iranien ne s'est pas concrétisée. En 2010, l'installation d'une protection antimissile américaine a été entérinée en Turquie, mais décriée et dénoncée par l'Iran<sup>4</sup>. Par ailleurs et contrairement à l'Iran, le gouvernement turc essaie de limiter l'influence des chiïtes irakiens. Pour ce qui est des relations avec la Syrie, un rapprochement et un projet d'unification ont avorté. Lorsque la rébellion a éclaté en Syrie, la Turquie a décidé d'appuyer les rebelles. En 2012, devant les massacres quotidiens en Syrie, le vice-premier ministre turc a accusé l'Iran de n'avoir d'islamique que le nom<sup>5</sup>. Par ailleurs, le gouvernement turc a soutenu le Printemps arabe, mais ignoré le soulèvement des chiïtes du Bahreïn. Il semble bien que, malgré la rhétorique islamique, l'Iran et la Turquie se livrent une guerre d'influences au Proche-Orient. Il en va de même en Asie centrale et plus encore dans les pays traversés par des oléoducs.

---

<sup>3</sup> En 1997, l'ambassadeur iranien préconisa de remplacer la loi turque par la Charia. Le chef d'état-major turc qualifia l'Iran d'état terroriste. En 2002, l'arrivée au pouvoir du parti islamiste en Turquie marqua un revirement important : le parlement turc vota un an plus tard contre l'ouverture d'un front militaire américain au nord de l'Irak.

<sup>4</sup> L'Iran a menacé d'attaquer le radar antimissile s'il se sentait menacé (Mehr News, 26 novembre 2011).

<sup>5</sup> Agence Anadolu, 5 février 2012

Les élections actuelles sont contrôlées par le chef de l'état iranien Ali Khamenei qui décide quels sont les candidats agréés et à qui le corps paramilitaire des Gardiens de la révolution islamique est directement soumis<sup>6</sup>. Suite aux manifestations qui ont suivi les élections de 2009, les membres du mouvement vert furent violemment réprimés et depuis, l'opposition au régime est inexistante dans le domaine public. En arrière-plan du régime iranien, plane l'idéologie de martyre de la foi chiite et la mainmise de Khamenei, guide suprême en matière de religion, est totale. Quel que soit le résultat des élections présidentielles...

[http://quebec.huffingtonpost.ca/david-bensoussan/iran-elections-priorite\\_b\\_3442369.html#slide=2482346](http://quebec.huffingtonpost.ca/david-bensoussan/iran-elections-priorite_b_3442369.html#slide=2482346)

<http://therese-zrihen-dvir.over-blog.com/article-les-priorites-de-l-iran-118511834.html>

---

<sup>6</sup> Le corps des Gardiens de la révolution islamique regroupe plus de 125 000 hommes et est placé sur la liste officielle des organisations terroristes des États-Unis. Un de ses généraux, Reza Naqi, aurait déclaré deux jours avant les élections présidentielles : « Peu importe qui est élu, nous considérons notre devoir de nous débarrasser d'un président indésirable. » (debka.com/article/23049).